

## Video: une leçon de géopolitique. Quel monde en 2021?

---

Le dessous des cartes 7/01/2021

Marquée par la pandémie de la COVID-19, l'année 2020 aura été douloureuse pour le monde entier. Toutes ces difficultés ne vont pas disparaître avec le passage en 2021 mais la nouvelle année marquée par le début de la vaccination mondiale ouvre de nouveaux horizons, suscitant un certain nombre de questions.

La lutte contre la Covid-19 sera-t-elle à nouveau le fil rouge de la géopolitique de ces douze prochains mois ? Peut-on espérer une embellie économique dès 2021 ? La Chine de Xi Jinping va-t-elle poursuivre son expansion stratégique ? Avec l'entrée en fonction de Joe Biden, doit-on s'attendre à un changement de cap de la politique américaine ? Est-ce que 2021 peut être une année charnière pour le projet européen ?

Émilie Aubry s'entretient avec **Thierry de Montbrial**, fondateur et directeur de l'Institut Français des Relations Internationales.

**VIDEO**

<https://youtu.be/k0AvfKNWLck>

## Conflits : derrière l'échec des interventions internationales, la crise du multilatéralisme

---

Thierry Vircoulon – IFRI 8 janvier 2021

Dans un contexte géopolitique en plein bouleversement et face à l'échec des interventions internationales, il est urgent de changer d'approche pour tenter de résoudre les conflits d'aujourd'hui. Depuis les années 1990, les interventions internationales visant à résoudre les conflits reposent toujours sur le même modèle : négociation d'un accord de paix, déploiement d'une force de maintien de la paix par l'ONU et élections sous supervision internationale.

Or si en Afrique certaines interventions ont effectivement abouti à la paix et des régimes stables (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire), on note la persistance de régimes instables et de conflits de basse intensité dans plusieurs pays : République démocratique du Congo (RDC), Soudan du Sud, Mali, Centrafrique, Somalie, etc. Après s'être essouffé, le peace template ne fonctionne tout simplement plus. Cette inefficacité est due à trois raisons principales : la transformation du maintien de la paix en un outil de statu quo militaire, l'échec des élections pour renouveler la classe politique et l'absence de leadership international.

### **Interventions internationales : le maintien mortifère du statu quo militaire**

Loin de mettre en œuvre leur mandat « multidimensionnel » et « robuste » (selon la terminologie onusienne), les missions de maintien de la paix de l'ONU se contentent de maintenir un statu quo militaire entre rebelles et gouvernants et de

veiller à ce que les lignes de démarcation entre eux soient plus ou moins respectées. En RDC, les 15 000 Casques bleus de la MONUSCO (créée en 1999) sont concentrés dans l'est du pays où le conflit a débuté et où opèrent toujours plus d'une centaine de groupes armés dans une impunité quasi totale. Depuis huit ans, les seules vraies réactions militaires de la MONUSCO ont eu pour objectif de maintenir le statu quo dans les Kivu après des tentatives de conquête de villes par des groupes armés : lors de la prise de Goma en 2012 par le groupe armé M23 et lors de la tentative de conquête d'Uvira en 2017 par un autre groupe armé, les Mayi-Mayi Yakutumba. En Centrafrique et au Mali, les Casques bleus servent essentiellement à sécuriser les capitales et quelques grandes villes. À défaut d'éviter la progression des groupes armés ainsi que les exactions sur les civils commises aussi bien par les rebelles que par les forces gouvernementales, les Casques bleus assurent dans les faits le gardiennage du régime en place.

- **La plupart des contingents restreignent le « mandat robuste » qui leur est confié par le Conseil de sécurité à une interposition passive.** Celle-ci constitue l'assurance vie du gouvernement face aux rebelles – comme l'a illustré l'assaut récent d'une coalition de rebelles en Centrafrique que les Casques bleus ont contribué à repousser. Ce n'est pas le cas quand le danger vient de l'intérieur, comme lors du putsch au Mali contre le président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020.

### **L'échec des élections en trompe l'œil**

Alors que ces conflits mettent en évidence un besoin de rupture politique et de gouvernance démocratique, les élections organisées à la va-vite et sans souci de transparence par les internationaux échouent à faire émerger une alternative politique. Ces scrutins reconduisent très souvent au pouvoir une classe politique vieillissante et rétive à l'État de droit démocratique. Grâce à la manipulation du cadre légal, la corruption et l'utilisation des moyens financiers et coercitifs de l'État, l'élite politique parvient à contrer la demande populaire de changement, quitte à se « réinventer » en développant des stratégies politiques caméléonesques et en cooptant des opposants. Ainsi la liste des candidats aux élections en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, etc., se lit comme le Who's Who des régimes précédents. La fermeture du marché politique et l'acceptation par les bailleurs d'une compétition électorale fondamentalement déséquilibrée et d'un décompte des votes opaque consacrent ainsi l'impossibilité de l'alternance par les urnes. Avec la reconduction d'un personnel politique dont l'ethos est dominé par la corruption et l'autoritarisme, la démocratisation postconflit aboutit à une mascarade électorale. Elle équivaut à essayer de créer des démocraties sans démocrates. Il ne faut donc pas s'étonner de son échec systématique (RDC, Centrafrique, Soudan du Sud). Parfois, après un hold-up électoral légal, la frustration populaire explose comme l'a montré au Mali le Mouvement du 5 juin qui, en 2020, fut à l'origine de la chute d'Ibrahim Boubacar Keïta réélu pour un mandat de trop, deux ans auparavant.

### **Trop de bonnes volontés internationales tuent la bonne volonté**

Enfin, le conflit attire trop de « bonnes volontés ». De très nombreux acteurs se bousculent pour soutenir les processus de paix : des organisations multilatérales,

des églises, des ONG spécialisées dans la médiation, la justice transitionnelle, la gestion des conflits, etc. Sur le terrain, l'afflux d'intervenants extérieurs aux rôles redondants et aux intérêts différents crée de la confusion politique. Il permet aux acteurs locaux de les mettre en concurrence pour les salaires, les financements, les voyages et autres avantages. Cet afflux transforme le processus de paix en un désordre où chacun essaie de se donner le beau rôle, quitte même à créer plusieurs processus concurrents : en Centrafrique, en 2018, l'Union africaine et la Russie avaient chacune son initiative de négociation entre le gouvernement et les groupes armés simultanément à des processus religieux et communautaires. Cet excès de bonnes volontés, pas toujours désintéressées, ne serait pas contre-productif si le marché de l'aide était régulé et coordonné. Or l'inflation des intervenants va de pair avec une très faible coordination. Dans la « famille onusienne », la coordination s'incarne à travers l'idée de one mission qui met sous une direction unique – le « coordonnateur résident » et son équipe – toutes les agences onusiennes intervenant dans le pays. Or malgré une débauche de réunions de coordination, chaque agence continue de mener sa politique et de défendre jalousement ses prérogatives. Au Sahel, les plus importants bailleurs ont décidé de travailler ensemble pour fournir une réponse de développement cohérente à la crise politico-sécuritaire, sous la bannière de « l'Alliance Sahel », « une plate-forme de coopération internationale pour intervenir davantage et mieux au Sahel ». Autrement dit : il s'agit de coordonner les actions de 14 bailleurs selon les priorités définies par les pays du Sahel. Mais là aussi, l'objectif est loin d'être atteint. Au lieu d'aboutir à une priorisation et une coordination des interventions, l'Alliance Sahel s'apparente à un exercice de compilation d'une liste d'environ 800 projets classés en six secteurs prioritaires. Loin de fournir l'exemple d'une aide internationale focalisée sur des problèmes et des zones spécifiques, l'Alliance Sahel reflète son éparpillement brouillon.

### **Le logiciel du multilatéralisme oligarchique est dépassé**

Si le logiciel international de la résolution de conflit semble cassé, c'est parce que les conditions politiques de sa réussite n'existent tout simplement plus. Conçu au temps de la pax americana et de l'hyperpuissance américaine des années 1990, il est dépassé. Ce logiciel reposait sur le multilatéralisme oligarchique qui existait à l'époque de sa conception, quand le club des cinq membres permanents du Conseil de sécurité était de facto réduit à trois. Or les dix dernières années ont rendu évidents la contestation des régulations de l'ordre international, le retour d'un nationalisme belliqueux et l'avènement d'un désordre mondial conflictogène.

**Les puissances émergentes remettent en cause ouvertement les règles du multilatéralisme établies à la fin du xxe siècle, dont l'idée de la démocratie et des droits de l'homme comme normes internationales et la légitimité d'une juridiction pénale internationale.** Elles s'efforcent d'asseoir leur rang par tous les moyens et stratégies, y compris en jouant au pompier-pyromane dans certains conflits (Somalie, Yémen, Libye, Centrafrique, etc.).

Sans un minimum de consensus international et de convergence des politiques étrangères, tous les outils du peace template sont en panne : les sanctions de l'ONU sont votées par des États qui les violent ou les laissent violer impunément ; la réforme du maintien de paix est impossible ; il n'y a plus d'accord sur une lead-

nation pour conduire et coordonner l'intervention et l'aide internationales. De nos jours, les embargos sur les armes décidés au Conseil de sécurité sont allègrement violés par des acteurs privés et publics sans la moindre conséquence (en Libye, au Soudan, etc.). Un temps à l'agenda du Conseil de sécurité, la réforme du maintien de la paix est complètement enterrée.

### **La réforme du maintien de la paix aux oubliettes**

Depuis quinze ans, les solutions pour améliorer le maintien de la paix par les Nations unies ont été exposées dans une myriade de rapports empilés sur le bureau des secrétaires généraux. Mais le consensus politique nécessaire pour faire le saut qualitatif du maintien à l'imposition de la paix fait défaut. Deux membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine et la Russie) s'y refusent ainsi que la plupart des pays contributeurs de troupes. Le Conseil de sécurité vote donc des « mandats robustes » tout en sachant pertinemment qu'ils ne seront pas appliqués. À New York, non seulement la réforme du maintien de la paix est tombée aux oubliettes, mais les antagonismes internationaux rendent même les nominations à la tête des missions de l'ONU de plus en plus difficiles, comme l'a montré récemment le cas de la Libye. Huit mois après la démission de Ghassan Salamé de son poste d'envoyé spécial de l'ONU en Libye, le Conseil de sécurité n'a pas encore réussi à s'accorder sur un successeur. De même la crise du Conseil de sécurité rend caduque l'idée même d'une lead-nation désignée pour coordonner l'intervention de paix – rôle assumé par les États-Unis au Liberia, le Royaume-Uni au Sierra Leone et la France en Côte d'Ivoire. En lieu et place des lead-nations, il y a maintenant des clubs ad hoc formés par les parties intéressées au conflit (le G5 pour la Centrafrique, le GIC-G pour la Libye, etc.). Malheureusement, la cohésion et la bienveillance de ces groupes de contact sont plus factices que réelles et leurs bons offices sont rarement désintéressés.

### **Les divisions internationales mises à profit par les régimes prédateurs**

Les régimes en place, dont la politique prédatrice est à l'origine des conflits, utilisent les divisions internationales pour se créer des marges d'autonomie. Dans un paysage international où les compétitions économiques et stratégiques s'exacerbent et où les guerres d'influence font rage, ces régimes ne manquent pas de soutiens alternatifs aux grandes puissances : Turquie, Arabie saoudite et Qatar au Soudan ; Russie en Centrafrique ; Turquie, Qatar et Émirats arabes unis en Somalie, etc. Ces nouvelles alliances de circonstances permettent aux régimes faibles de résister à l'injonction de démocratisation des Occidentaux et d'obtenir les ressources économique-sécuritaires sans lesquelles ils ne pourraient pas survivre.

**Dans le désordre mondial actuel, il ne s'agit donc plus de s'aligner sur un camp ou un autre pour bénéficier de ses largesses, comme du temps de la guerre froide** : mettant à profit les jeux de rivalités régionales et internationales, ces régimes pratiquent un clientélisme compétitif sous la forme de partenariats économiques et sécuritaires pluriels. L'exportation de la rivalité qatari-saoudienne en Afrique est sans doute le meilleur exemple du clientélisme opportuniste et de ses effets délétères.

## **Inventer un nouveau modèle de résolution des conflits**

Les interventions de paix sont un des dommages collatéraux de la crise profonde du multilatéralisme qui implique deux conséquences :

- d'une part, les missions de maintien de la paix sont condamnées à s'enliser. Systématiquement renouvelées par un Conseil de sécurité en crise et trop divisé pour promouvoir une véritable initiative, leur durée de vie et leur coût s'allongent. Leur enlèvement en fait une rente pour plusieurs acteurs : les gouvernants en place, l'élite locale qui trouve une source d'emplois, les pays contributeurs de troupes qui n'ont plus à assurer la prise en charge financière de leurs soldats de la paix, etc. L'inutilité coûteuse de certaines missions est telle que le Conseil de sécurité a fini par annoncer récemment leur désengagement progressif au Darfour (Soudan) et en RDC.
- d'autre part, la résolution des conflits est compliquée et même, dans certains cas, bloquée par la multiplication des ingérences de l'étranger proche et lointain. Si hier les conflits se régionalisaient, aujourd'hui ils s'internationalisent naturellement, rendant leur règlement de plus en plus improbable.

Face à ces échecs répétés dans la résolution des conflits, il revient aux acteurs internationaux responsables d'inventer un nouveau peace template qui soit à l'unisson de notre époque, c'est-à-dire qui s'appuie sur un multilatéralisme renouvelé et non sur quelques idées dépassées de la fin du xxe siècle.

## **De l'Afghanistan au Mali : les leçons oubliées de l'interventionnisme militaire occidental**

---

Thierry VIRCOULON, IFRI, article paru dans The Conversation

11/01/2021

Maintenant que ce qui se disait en privé est devenu public, à savoir que la fin de la lutte contre les djihadistes au Sahel est impossible à prédire et que le gouvernement français ne peut assumer une guerre sans fin devant son opinion publique, il convient de réfléchir aux erreurs qui ont conduit à l'impasse actuelle.

Au-delà des erreurs de stratégie politique et militaire, l'engagement militaire français dans cette partie du monde s'explique par l'oubli de deux leçons essentielles. Pourtant, ces deux leçons relèvent du savoir commun.

### **On ne peut pas gagner des guerres asymétriques**

En France, cette leçon est connue depuis la guerre d'Indochine. De plus, la même erreur a été tragiquement répétée par les États-Unis au Vietnam (alors qu'il y avait le précédent français) et, plus récemment, en Afghanistan (alors qu'il y avait le précédent soviétique).

Bien que l'impossibilité pour des démocraties de gagner des guerres asymétriques soit donc connue depuis longtemps, les gouvernements français depuis Nicolas Sarkozy semblent l'avoir oubliée. Si la nécessité de la guerre actuelle contre le terrorisme (c'est-à-dire contre l'islamisme radical) est difficilement contestable, les modalités de cette guerre le sont largement. Or l'une

de ces modalités décidées par les autorités françaises a été l'engagement militaire dans des guerres asymétriques, en Afghanistan d'abord, puis au Mali.

En Afghanistan, il s'agissait surtout, pour le gouvernement de Nicolas Sarkozy, de se rapprocher des néo-conservateurs américains et de renforcer la relation transatlantique. Au Mali, il s'agissait pour le gouvernement de François Hollande d'éviter la victoire des djihadistes et un effet de contagion régionale. Si l'armée française a gagné la première bataille avec l'opération Serval, elle se sait aujourd'hui incapable de gagner la guerre.

Le conflit originel s'est régionalisé en s'étendant au très fragile Burkina Faso et a métastasé en une pluralité de conflits locaux qui prennent de plus en plus une tournure interethnique. Cette dynamique conflictuelle, que l'« approche 3 D » (Défense, Développement, Diplomatie) n'a pas réussi à contenir, comporte des risques élevés pour la France : coopération de l'armée française avec des armées commettant des crimes de guerre ; rejet par les populations locales de la présence militaire française et exacerbation de la francophobie sur le continent ; risque pour l'armée française de bavures et d'être manipulée et entraînée à son corps défendant dans des règlements de comptes interethniques, etc. Toutes choses qui rappellent que, pour avoir voulu protéger le régime d'Habyarimana au Rwanda, la France s'est retrouvée impliquée dans le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

Ne pas gagner à moyen terme un conflit asymétrique, c'est s'enliser ; et s'enliser, c'est prendre les risques évoqués et devoir justifier toujours plus de pertes humaines devant l'opinion publique. De même que, en 2008, l'embuscade d'Uzbin avait contraint le gouvernement de Nicolas Sarkozy à arbitrer entre son désir de rapprochement avec Washington et l'impact des pertes sur l'opinion publique, le nombre croissant de militaires tués au Mali contraint le gouvernement d'Emmanuel Macron à repenser l'engagement militaire au Sahel alors que l'échéance de la prochaine élection se rapproche.

Ces deux gouvernements ont présenté à l'opinion publique ces « opérations extérieures » comme une guerre classique, c'est-à-dire une guerre qu'il faut mener pour la sécurité de la nation. Mais, pour beaucoup, ces opérations extérieures relèvent davantage de la politique étrangère que de la politique de sécurité nationale. La sécurité de la France semble moins en jeu en Afghanistan et au Sahel que son influence sur la scène internationale. Ce qu'un haut gradé a résumé en déclarant : « La France sans Barkhane, c'est l'Italie. »

Or cette politique est aujourd'hui doublement perdante : au plan intérieur, le coût humain de la politique du rang international est difficilement défendable devant l'opinion publique ; et, au plan extérieur, l'interventionnisme militaire des autorités françaises accroît la francophobie en Afrique – où la France a déjà perdu la bataille des cœurs et des esprits – et susciterait de nouvelles vocations terroristes. L'engagement dans des conflits asymétriques est donc une modalité contre-productive de la guerre contre le terrorisme. Dans le sillage du gouvernement américain, qui négocie sa sortie du conflit afghan avec les talibans, le gouvernement français vient de redécouvrir au XXI<sup>e</sup> siècle une leçon tragique du XX<sup>e</sup>.

## **On ne peut pas réformer la gouvernance néo-patrimoniale par décret**

En Afrique subsaharienne en général et au Sahel en particulier, la gouvernance des États est néo-patrimoniale. Depuis au moins trente ans, de très nombreux travaux de recherche ont mis en évidence le fonctionnement de l'État néo-patrimonial (accaparement privé des biens publics par l'élite dirigeante et pratique politique essentiellement clientéliste) et ses effets délétères.

À long terme, le fonctionnement de l'État néo-patrimonial aboutit au délitement insidieux des services publics, à la criminalisation des élites dirigeantes, à l'intensification des luttes de pouvoir et à la neutralisation de l'aide internationale. Celle-ci est assez largement détournée de son but initial et sert surtout à la survie des élites politiques du pays. Elle équivaut à remplir un tonneau que d'autres vident, notamment quand elle prend la forme de l'aide budgétaire, ce qui est de plus en plus fréquent. En 2020, la démonstration du lien entre décaissements d'aide budgétaire et gonflement de comptes offshore a coûté son poste à Penny Goldberg, l'économiste en chef de la Banque mondiale, ce qui en dit long sur l'omerta qui règne dans les milieux de l'aide internationale.

Si les bailleurs ont pris conscience dès les années 1990 que la gouvernance néo-patrimoniale des États africains était au cœur de leurs problèmes, leurs efforts visant à réformer ou à changer cette gouvernance ont rarement été couronnés de succès. Selon les évaluations de la gouvernance en Afrique qui font référence (celle de la Fondation Mo Ibrahim et celle de la Banque mondiale), après une amélioration de la gouvernance de 2010 à 2015 cette dernière a stagné. En 2019, selon la Fondation Mo Ibrahim l'état global de la gouvernance en Afrique a même régressé.

Au Sahel, cette mauvaise gouvernance a été exposée et n'épargne aucun secteur : la prolifération des trafics de drogue, d'armes, d'or et de migrants avec la complicité des gouvernants ; les relations notoires du président du Mali démis par les putschistes en août 2020 avec la mafia corse ; le train de vie extravagant de son fils ; les détournements de fonds au ministère de la Défense du Niger, etc.

Si le diagnostic de la gouvernance néo-patrimoniale est bien connu, en revanche l'échec des méthodes de soins ne l'est pas. Appeler à focaliser l'action des bailleurs internationaux (un des « 3D ») sur la gouvernance et la réforme de l'État revient à ignorer les vingt dernières années de réformes de gouvernance promues par les donateurs. Beaucoup de programmes de changements institutionnels ont été mis en œuvre et des milliards de dollars ont été dépensés sans résultats probants. La plupart des évaluations de ces programmes mettent en évidence le caractère cosmétique des changements par décret et l'écart entre les textes adoptés et leur application. Certains régimes africains utilisent l'argument de la souveraineté pour refuser les réformes ou mènent des stratégies d'enlisement de ces dernières. L'aide internationale a démontré son incapacité à changer l'État néo-patrimonial. Par conséquent, si l'on estime que l'une des conditions essentielles pour vaincre l'islamisme radical au Sahel est de demander aux gouvernants de mettre en œuvre des changements profonds qui vont à l'encontre de leurs intérêts directs, on comprend pourquoi la victoire est douteuse.

Les dirigeants français ont ignoré/oublié qu'on ne peut pas gagner des guerres asymétriques et que l'aide internationale n'a pas réussi à changer la gouvernance des États africains – c'est-à-dire que deux des 3D (défense et développement) étaient voués à l'échec. Pour avoir oublié ces leçons pourtant bien connues, le gouvernement français se retrouve aujourd'hui dans la même impasse que le gouvernement américain.

## Penser la guerre : le Verbe stratégique

---

Laure Bardiès – Areion24news 8 janvier 2021

Article paru dans la revue *DSI n°150*, « *Haut-Karabagh : Les leçons d'une guerre de haute intensité* », novembre-décembre 2020.

**Les spécialistes des questions internationales, guerrières et militaires ont l'habitude de manipuler des notions ou des concepts dont ils raffinent et discutent longuement le sens, afin de qualifier de la manière la plus claire et la plus précise possible les phénomènes qu'ils étudient.**

Pour définir ce qu'est un État, une guerre, telle ou telle forme de guerre, le terrorisme, une stratégie ou une tactique, etc., l'idéal est de parvenir à collectivement s'entendre sur les termes à employer dans tel ou tel cas de figure et sur leur sens précis, de façon à éviter les malentendus dans les échanges scientifiques et à pouvoir constituer des connaissances communes qui se cumulent – le cumul des connaissances étant nécessaire à leur progrès. Cet idéal n'est pas toujours atteint – comme tout idéal, par définition – et des controverses sur la définition des concepts ou leur emploi dans les analyses de situations historiques spécifiques perdurent parfois. Néanmoins, même lorsqu'un consensus minimal n'est pas atteint, la démarche et les débats ont normalement pour visée l'établissement de connaissances communes objectives sur la réalité des phénomènes internationaux.

Le langage n'est pas qu'un instrument de constitution d'une réalité commune et un instrument de connaissance objective, il est également un outil stratégique dans certaines circonstances, qu'il est important de repérer et de ne pas confondre avec la situation précédente. Il n'est pas seulement question ici du langage diplomatique, avec ses codes, ses raffinements, ses ruptures, qui permet le dialogue dans le conflit et parfois la constitution graduelle d'un langage commun de sortie de conflit – partager les mêmes mots pour parler d'une même situation étant le signe le plus abouti de l'entente. Par le langage, on peut en effet aussi transformer progressivement les perceptions collectives de la réalité d'une relation ou d'une situation politique, conflictuelle ou non, et, au travers des perceptions, modifier les jugements, les actes et, finalement, progressivement modifier la réalité elle-même.

### **Le mot devient la chose**

C'est en particulier le cas dans le cadre d'un *soft power* efficace, même si la dimension du langage est assez peu souvent mise avant dans sa description. Développé pour la première fois par Joseph Nye au début des années 1990 dans son ouvrage *Bound to Lead* (1), le concept de *soft power* renvoie à l'influence non



coercitive exercée notamment par des États sur la scène internationale en direction d'autres États, d'opinions ou d'organisations, afin d'orienter des relations ou des situations dans un sens favorable à leurs intérêts et à leurs valeurs. On admet communément que cette manière d'exercer sa puissance passe par différentes voies : l'image, la réputation, le positionnement au sein d'institutions internationales, les performances économiques, les aides, mais également l'attractivité d'un mode de vie, d'un modèle culturel et/ou politique, le rayonnement et la capacité de pénétration d'idées ou d'idéologies. De ces derniers points de vue, les États-Unis ont une capacité d'action inégalée en Occident, notamment grâce à la puissance technologique, aux GAFAM, à l'industrie du divertissement.

Depuis quelques années, en France, parallèlement aux tensions intellectuelles et idéologiques de plus en plus nettes et violentes entre ceux qui valorisent un nouveau modèle communautaire libéral et ceux qui restent partisans d'un modèle universaliste républicain, sont apparus et se sont diffusés progressivement dans l'espace public des mots et des expressions nouveaux pour caractériser la réalité. La presse en a été le premier vecteur régulier, puis ils ont essaimé plus largement dans le langage médiatique et enfin au sein de l'opinion, jusqu'à s'imposer dans les débats publics comme évidences pour les uns, véhicules de conceptions discutables pour les autres. Le premier de ces mots est sans doute celui de « communauté ». Nous ne saurions pas dater précisément son entrée dans le lexique régulier de la plupart des journaux français, mais cela fait quelques années qu'il est employé régulièrement et presque machinalement pour désigner divers groupes sociaux supposément homogènes et formant autant de « communautés » composant la société française. Des « communautés » religieuses (musulmane, juive, chrétienne), aux « communautés » ethniques/raciales (noire, maghrébine...) en passant par les « sous-communautés » nationales (libanaise, chinoise...) ou la « communauté » LGBT. Le développement médiatique de l'usage normal et évident du mot « communauté », pour décrire la réalité française, en dehors même de tout débat politique, comme s'il s'agissait d'un terme comme un autre, faisant partie d'un lexique routinier et sans connotation idéologique particulière, a accompagné la montée des crispations et disputes politiques autour de la pérennité ou du déclin du modèle traditionnel français d'organisation sociale et politique républicaine. Autrement dit, l'influence idéologique anglo-saxonne, et plus particulièrement américaine, s'est d'abord manifestée par l'incorporation plus ou moins consciente/inconsciente et mimétique, dans le langage médiatique courant, du mot central de « communauté », avant de s'épanouir plus longuement dans des développements et des prises de positions idéologiques.

Des expressions fréquentes comme « les musulmans de France » ou « les juifs de France » ou les « chrétiens de France » participent du même esprit et du même mouvement. Un langage républicain dirait « les Français musulmans » ou « les Français juifs » ou « les Français chrétiens » : la communauté nationale subsume des individus, elle n'est pas un simple espace géographique où se trouvent accidentellement des « communautés » dont l'identité essentialisée serait purement religieuse. Au-delà d'un vocabulaire participant du modèle communautaire libéral générique, l'espace public a également été investi par le lexique libéral américain, au sens partisan du mot – la gauche américaine –, et

par le radicalisme *woke* (militantisme « antiraciste » racaliste, néo-féminisme, écologisme) et son lexique intersectionnel. Des mots comme « féminicide » (2), « cisgenre », « racisés », « racisme structurel », etc., sont aujourd'hui courants dans les débats publics et véhiculent dans les esprits, avec l'évidence de leur emploi, l'évidence de l'existence des choses qu'ils désignent telles qu'ils les désignent. Il n'existe ainsi pas d'influence culturelle, au sens de la culture politique, et idéologique distincte d'une influence langagière qui en est le support. On oriente ou modifie les conceptions collectives du monde en imposant d'abord de nouveaux mots pour dire la réalité. Symétriquement, on résiste d'abord à l'influence en résistant à ces mots.

### **Des effets stratégiques**

Mais il serait faux d'estimer que la dimension stratégique du langage serait cantonnée à la diplomatie ou au *soft power*. Dans les situations de conflits ouverts et violents, on la retrouve encore dans la guerre de communication plus ou moins idéologique que se livrent les parties en lutte. En effet, la qualification du conflit, des acteurs collectifs en conflit et de leurs actions respectives est toujours, dans le déroulement des situations historiques, un enjeu stratégique. Les discours des représentants des groupes qui s'affrontent ou de leurs relais sont à considérer comme des objets d'analyse, et non comme participant d'un effort de définition de la réalité. Ils ne visent pas à décrire le plus justement possible le réel, mais à agir sur lui pour le modeler à l'avantage des uns ou des autres.

Des termes comme ceux de « terrorisme » et « terroristes » sont, on le sait, particulièrement complexes à manipuler de manière objective, tant ils posent de difficultés pour aboutir à une définition commune et sont idéologiquement minés. La délégitimation automatique de tout ce qui est qualifié de « terroriste » est si forte que les débats ne sont pas près d'être clos. Que faut-il nommer « terroriste » ? Des individus, des groupes ou des modes d'action ? Tout à la fois ? Si l'on choisit de nommer de cette manière des acteurs, cela concerne-t-il uniquement des groupes irréguliers ou non ? Des acteurs réguliers, États ou armées, peuvent-ils également être « terroristes » ? Ces acteurs restent-ils « terroristes » lorsqu'ils n'agissent plus en « terroristes » – actions conventionnelles ou guérilla – ou cessent d'employer la violence ? Si l'on juge qu'il est plus simple et plus pertinent de réserver le terme à des modes spécifiques d'action violente, c'est-à-dire si l'on estime que le meilleur moyen d'employer le terme de manière politiquement ou idéologiquement neutre est de le rendre le plus technique possible en se concentrant sur des caractéristiques d'action, encore faut-il s'entendre sur la définition de celles-ci. Et si entre experts on peut parvenir à s'entendre à peu près sur le sens et l'usage du mot « terrorisme », au-delà la cacophonie est manifeste : ceux que l'on nomme « terroristes » ne se désignent eux-mêmes jamais ainsi, des États instrumentalisent le mot pour criminaliser et délégitimer toute forme d'opposition violente, les listes d'organisations reconnues comme terroristes varient selon les États, etc.

Autre situation assez courante, il arrive que les acteurs aux prises ne soient pas d'accord sur la nature de la lutte dans laquelle ils sont engagés. La guerre d'Algérie, que l'on est en mesure de qualifier officiellement de la sorte en France

depuis à peine 1999, est un parfait exemple de ce genre de dissonance. On peut définir assez rapidement la guerre comme étant une violence organisée légitime avec un enjeu de souveraineté (population, territoire, institutions politiques, détenteurs du pouvoir, intérêts majeurs). Le maintien de l'ordre est lui aussi la mise en œuvre d'une violence organisée légitime, mais d'ordinaire plus retenue, sans ennemi, ayant pour objectif le retour au calme et non de « vaincre », et sans enjeu de souveraineté. Si, progressivement, une situation de maintien de l'ordre glisse vers l'identification d'ennemis intérieurs, si la violence mise en œuvre est moins retenue et si l'objectif de l'action devient l'élimination des éléments perturbateurs, alors on tend vers une situation de guerre civile (3).

En définissant son action comme relevant d'une guerre, le FLN non seulement soulignait sa dimension violente, collective et organisée, mais surtout revendiquait la légitimité sociale d'une action visant à bouleverser les conditions de la souveraineté de l'État français. En y répondant par une action qualifiée de maintien de l'ordre, les dirigeants français refusaient implicitement de reconnaître cette prétention. Soutenir face à une partie opposée qui considère être en guerre que l'on procède à des opérations de maintien de l'ordre, c'est en effet affirmer que l'on ne reconnaît pas à l'autre la légitimité du statut d'ennemi auquel il aspire, c'est nier le fait qu'il puisse avoir les moyens de s'attaquer au pouvoir souverain, c'est ramener par le verbe à l'intérieur d'un cadre politique institutionnalisé un groupe qui s'estime à l'extérieur, c'est enfin renvoyer à de la « criminalité » ce qui est présenté comme de la « rébellion légitime », d'autant plus que la cause nationale est centrale.

Les mots pour dire les conflits, lorsqu'ils sont prononcés par des partisans, ne sont donc en aucune manière dissociable de la lutte elle-même. Dans la mesure où il existe un enjeu fort de légitimité autour de la dénomination des divers éléments participant de l'affrontement qui, selon leur qualification, vont posséder des statuts différents et offrir des possibilités d'action variables, il faut toujours garder présent à l'esprit que, dans les contextes de déroulement des conflits, ce qui est dit de la guerre est encore la guerre.

## Notes

(1) Joseph Nye, *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, Basic Books, New York, 1990.

(2) Le mot « féminicide » ne se confond pas avec l'attention portée aux violences mortelles faites aux femmes. Il donne à la mort de femmes tuées le plus souvent par leurs conjoints une signification particulière. Voir entre autres « Féminicide : un mot qui fait école, mais aussi débat », Challenges, 22 novembre 2019 (

[https://www.challenges.fr/societe/feminicide-un-mot-qui-fait-ecole-mais-aussi-debat\\_686119](https://www.challenges.fr/societe/feminicide-un-mot-qui-fait-ecole-mais-aussi-debat_686119)

(3) Pour une analyse plus précise, voir Laure Bardiès, entrée « Violence militaire », dans Michela Marzano, *Dictionnaire de la violence*, Paris, PUF, 2011, p. 909-914.